



ANIMA INVESTMENT NETWORK

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

61 Bd des Dames, Obratori/L'Occitane Innov. Lab, 13002 Marseille

Société de commissariat aux comptes et d'expertise comptable

Inscrite sur la liste de la Compagnie Régionale d'Aix – Bastia et à l'Ordre des Experts Comptable de Marseille - Provence - Alpes - Cote d'Azur – Corse

S.A.S au capital de 10.000 €uros - 831 160 221 RCS Marseille – Code APE : 6920Z – N° TVA Intracom FR 33 831160221

Siège social : Les Terrasses de Bonneveine Bat A, 141 Avenue de Hambourg, 13008 Marseille



ANIMA INVESTMENT NETWORK.

Siège social : 61 Bd des Dames, Obratori/L'Occitane Innov. Lab, 13002 Marseille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association ANIMA INVESTMENT NETWORK

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ANIMA INVESTMENT NETWORK, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note relative au « Changement de méthodes » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 avril 2026

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

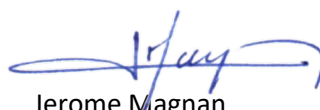
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient

mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 13 Mai 2026

Expertea Conseil

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "J. Magnan", with a stylized flourish at the end.

Jerome Magnan
Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	445 161	443 643	1 519	5 240	3 721	71.01
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	36 296	32 236	4 060	8 245	4 185	50.76
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations	9 220	9 124	96	9 220	9 124	98.96
	Créances rattachées à des participations	11 015	11 015				
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	12 673		12 673	11 851	822	6.94
	Total II	514 365	496 018	18 348	34 555	16 208	46.90
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	34 390		34 390	96 440	62 050	64.34
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	191 740	19 944	171 795	268 000	96 205	35.90
	Charges constatées d'avance (2)	5 269		5 269	43 143	37 874	87.79
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	2 015 472		2 015 472	2 411 625	396 153	16.43
	Total III	2 246 871	19 944	2 226 927	2 819 208	592 282	21.01
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 761 236	515 962	2 245 274	2 853 763	608 489	21.32

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12		Exercice N-1 31/12/2024 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	452 257		452 257			
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité	206 432		206 432			
AUTRES FONDS PROPRES	Autres						
	Report à nouveau	502 399		440 857		61 542	13.96
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	96 771		61 542		35 229	57.24
	Situation nette (sous total)	59 519		156 290		96 771	61.92
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	59 519		156 290		96 771	61.92
FONDS REPORTES ET DEBIES	Fonds non remboursables						
	Avances conditionnées						
	Droits du concédant						
PROVISIONS	Total II						
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
DETTE (1)	Fonds dédiés						
	Total III						
DETTE (1)	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	Total IV						
DETTE (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit						
	Emprunts et dettes financières diverses (2)						
	Instruments financiers à terme						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	60 327		72 286		11 960	16.54
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	2 122 584		2 531 312		408 728	16.15
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes			78 875		78 875	100.00
	Produits constatés d'avance	2 845		15 000		12 155	81.04
TOTAL GENERAL	Total V	2 185 755		2 697 473		511 718	18.97
Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)							
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)		2 245 274		2 853 763		608 489	21.32

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)
(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations	118 000		125 000		7 000	5.60
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	122 954		234 856		111 901	47.65
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	1 139 008		1 036 371		102 637	9.90
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières	50 288		73 187		22 899	31.29
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions			40 192		40 192	100.00
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 345				1 345	
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	1 015		45		971	NS
Total I	1 432 611		1 509 651		77 040	5.10
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	664 696		668 603		3 908	0.58
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	40 517		39 087		1 430	3.66
Salaires et traitements	537 289		586 291		49 002	8.36
Cotisations sociales	244 386		256 301		11 914	4.65
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 975		14 822		5 847	39.45
Dotations aux provisions						
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	969				969	
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	12 264		6 012		6 252	104.00
Total II	1 509 097		1 571 116		62 019	3.95
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	76 486		61 465		15 021	24.44

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		44		3	41	NS
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III		44		3	41	NS
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		20 139			20 139	
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change		189		80	109	135.89
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV		20 328		80	20 248	NS
2. Résultat financier (III-IV)		20 285		77	20 208	NS
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		96 771		61 542	35 229	57.24
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)						
4. Résultat exceptionnel (V-VI)						
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		1 432 654		1 509 654	77 000	5.10
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		1 529 425		1 571 196	41 771	2.66
5. EXCEDENT OU DEFICIT		96 771		61 542	35 229	57.24

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	X
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	X
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	X
Permanence ou changement de méthodes	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	X
Etat des amortissements	X
Etat des provisions	X
Etat des échéances des créances et des dettes	X
Autres immobilisations incorporelles	X
Evaluation des immobilisations corporelles	X
Evaluation des amortissements	X
Evaluation des créances et des dettes	X
Disponibilités en Euros	X
Produits à recevoir	X
Charges à payer	X
Charges et produits constatés d'avance	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Ventilation des subventions	X
Ventilation de l'effectif moyen	X
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Engagement en matière de pensions et retraites	X

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Projets signés avant 2025 ayant pris fin en 2025 comme prévu :

Start Africa Maroc projet, qui vise à accompagner les étudiants sub-sahariens au Maroc qui souhaitent entreprendre en Afrique.

Mise en place du dispositif d'appui Gender Lens au Maroc, visant à développer une offre d'accompagnement non financier pour les entreprises de la cible genre au Maroc pour TAMWILCOM.

SSO Tunisia qui vise à renforcer les structures de l'écosystème d'appui aux startups en Tunisie, sur financement de la coopération allemande.

Projets déjà en cours en 2025, qui se sont poursuivis en 2025 :

Euromed Clusters Forward, projet qui fait suite à l'initiative THE NEXT SOCIETY.

Lebanon Innovate qui vise à contribuer à une relance socio-économique et à la création d'emplois durables, respectueux de l'environnement et inclusifs au Liban.

Soft-landing Provence Africa Connect qui vise à accueillir des entrepreneurs africains pour des missions pré-implantation sur le territoire de la métropole Aix-Marseille-Provence.

CallmeBLUE, projet cofinancé par l'Union européenne, qui vise à renforcer les alliances de clusters existantes dans la région méditerranéenne et à accélérer la coopération régionale nord-sud en vue de l'émergence de clusters maritimes stratégiques en Afrique du Nord.

Autre initiative significative en dehors des projets de coopération :

2e édition du Forum JNDA BRIDGE AFRICA en partenariat avec le Club des Bâisseurs, Forum économique de mise en relation entre l'Afrique et la Diaspora.

La filiale ouverte au Maroc en 2023 " ANIMA Advisory Services " sous la forme d'une Société à responsabilité limitée à Associé Unique, l'association ANIMA Investment Network, est en cours de liquidation (sur décision de l'AG de la SARL du 25/06/2025).

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Dans le contexte actuel au Moyen-Orient, notre association poursuit ses actions en étroite coordination avec ses partenaires concernés et demeure prête à les ajuster si nécessaire. À ce jour, la crise n'a pas eu d'impact significatif sur nos activités depuis le 1er janvier 2026 et ne remet pas en cause la continuité de notre exploitation.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (à l'exception du point décrit dans la note "Changement de méthode"), indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC n°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

Changement de méthode

Dans un objectif de modernisation des états financiers, l'Autorité des Normes Comptables (ANC) a adopté le règlement n° 2022-06 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général (PCG). Celui-ci est entré en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. En complément de ce règlement, l'ANC a également publié le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06.

Cela a entraîné un certain nombre de modifications sur le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels de personnes morales de droit privé à but non lucratif, notamment :

- une nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique des transferts de charges ;
- la mise à jour de la nomenclature des comptes ;
- l'organisation des informations dans la présente annexe.

Ce changement de méthode comptable a été appliqué de manière prospective. La colonne comparative 2024 n'a pas été retraitée, en dehors des modifications de présentation nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles du bilan et du compte de résultat.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL	445 161		
Installations générales agencements aménagements divers	3 695		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	78 968		2 038
TOTAL	82 663		2 038
Autres participations	9 220		11 015
Prêts, autres immobilisations financières	11 851		822
TOTAL	21 071		11 837
TOTAL GENERAL	548 895		13 876

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			445 161	445 161
TOTAL				
Installations générales agencements aménagements divers		3 155	540	540
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		45 251	35 756	35 756
TOTAL		48 406	36 296	36 296
Autres participations			20 235	20 235
Prêts, autres immobilisations financières			12 673	12 673
TOTAL			32 908	32 908
TOTAL GENERAL		48 406	514 365	514 365

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles		439 922	3 721		443 643
TOTAL					
Installations générales agencements aménagements divers		1 742	969	2 313	398
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		72 676	4 285	45 124	31 838
TOTAL		74 418	5 254	47 437	32 236
TOTAL GENERAL		514 340	8 975	47 437	475 879
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles	TOTAL	3 721			
Instal.générales agenc.aménag.divers		969			
Matériel de bureau informatique mobilier		4 285			
TOTAL		5 254			
TOTAL GENERAL		8 975			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur titres de participation		9 124			9 124
Sur autres immobilisations financières		11 015			11 015
Autres provisions pour dépréciation	19 944				19 944
TOTAL	19 944	20 139			40 083
TOTAL GENERAL	19 944	20 139			40 083
Dont dotations et reprises financières		20 139			

En raison de la décision de mise en liquidation de la filiale marocaine ANIMA Advisory Services, décidée avant la clôture de l'exercice, et de l'absence de perspective de recouvrement des sommes engagées, l'association a constaté une dépréciation des titres de participation pour 9 123,59 € (compte 2612) ainsi que des créances rattachées pour 11 015,38 € (compte 2671).

L'intégralité de la créance liée à la subvention 2019 de l'Agence de l'Oriental au Maroc a fait l'objet d'une provision pour dépréciation.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	11 015	0	11 015
Autres immobilisations financières	12 673	0	12 673
Autres créances clients	34 390	34 390	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	533	533	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	400	400	
Divers état et autres collectivités publiques	187 005	167 061	19 944
Débiteurs divers	3 801	3 801	
Charges constatées d'avance	5 269	5 269	
TOTAL	255 087	211 455	43 632

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	60 327	60 327		
Personnel et comptes rattachés	31 116	31 116		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	49 110	49 110		
Autres impôts taxes et assimilés	2 042 357	2 042 357		
Produits constatés d'avance	2 845	2 845		
TOTAL	2 185 755	2 185 755		

Ventilation de la ligne "Divers Etat et autres collectivités publiques" (créances) :

- Collectivités publiques : 85 944 € (solde subventions à recevoir de la Région (2024) de la Métropole (2024 et 2025) et de la Ville de Marseille (2025), et subvention 2019 à recevoir de l'Agence de l'oriental au Maroc) ;
- Subvention UE : 101 061 € (soldes des subventions de la CE à percevoir par le biais du chef de file des projets EBSOMED et Call Me Blue).

Ventilation de la ligne "Autres impôts taxes et assimilés" (dettes) :

- Autres impôts et taxes : 2 212 € (taxe sur les salaires du mois de décembre 2025) ;
- Subventions UE : 2 040 145 € (subventions de la CE perçues et non consommées au 31/12/25 pour les projets Euromed Clusters Forward et Berytech Lebanon Innovate).

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 à 4 ans
Fonds documentaire	Linéaire	3 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel informatique	Linéaire	2 à 4 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 4 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	69 229
Total	69 229

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 084
Dettes fiscales et sociales	49 220
Total	59 304

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	5 269
Total	5 269
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	2 845
Total	2 845

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ville de Marseille	20 000
MPM	55 000
Etat	14 000
Euromed Clusters Forward	577 528
Lebanon Innovate	163 306
Call Me Blue	60 630
Start Africa Maroc	187 364
Co-financement projets	61 393
Cluster 4 Green (régularisation)	212-
Total	1 139 009

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	10
Total	10

ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.